



## Newsletter E-Government Suisse 2/2012

Le comité de pilotage du programme suisse de cyberadministration a siégé le 05 avril 2012 et pris plusieurs décisions. Il a, entre autres, approuvé la première étape du plan d'action en matière de cyberadministration. Celui-ci vise à encourager certains projets. Le comité de pilotage a également pris connaissance de l'avancement de la mise en œuvre de la stratégie suisse en matière de cyberadministration et accepté des nouveaux projets dans le catalogue des projets prioritaires.

Organisé pour la première fois en Suisse romande, le Symposium eGovernment romand se tiendra le 03 mai 2012 à Lausanne. Ne manquez pas ce rendez-vous incontournable de la cyberadministration! Vous trouverez plus de détails dans cette édition.

*Direction opérationnelle E-Government Suisse*



### Plan d'action dans les starting-blocks

La répartition des fonds du plan d'action pour 2012, ainsi que le concept de mise en œuvre du plan d'action pour la période 2012-2015 ont été soumis au comité de pilotage de la cyberadministration suisse.

La première tranche des ressources financières a été allouée aux organisations chefs de file pour la mise en œuvre de mesures spécifiques dans le cadre des projets suivants:

- **Carte nationale de la cyberadministration suisse (nouveau projet)**  
Unité de pilotage informatique de la Confédération (UPIC)
- **Demande de permis de construire**  
Conférence suisse des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP)
- **Annonce d'arrivée dans une commune / de départ d'une commune, de changement d'adresse**  
Association suisse des services des habitants (ASCH)
- **Services d'identification et de gestion des droits d'accès des participants à la cyberadministration**  
eCH-Groupe spécialisé "Identity and Accessmanagement"
- **Facturation et réalisation des paiements par voie électronique**  
Administration fédérale des finances (AFF)
- **Processus de déclaration des impôts sur le bénéfice et le capital / Déclaration d'impôt des particuliers**  
Conférence suisse des impôts (CSI)
- **Recherche et annonce d'objets trouvés**  
Conférence suisse sur l'informatique (CSI)

Les organisations chefs de file ont défini des objectifs clairs pour ces projets, conjointement avec la Direction opérationnelle de la cyberadministration suisse. En ce qui concerne la tenue de ces objectifs, les organisations chefs de file sont accompagnées par la Direction opérationnelle et les résultats sont évalués à l'aide d'un contrôle de gestion. La procédure exacte est fixée dans le concept de mise en œuvre du plan d'action pour la période

2012-2015.

La deuxième tranche des ressources financières, pour la mise en œuvre d'autres projets, sera allouée en juin 2012. Le plan d'action sera réexaminé et actualisé continuellement par le comité de pilotage.

[Plan d'action 2012 et concept de mise en œuvre](#) (disponible en allemand pour le moment)



## 2 projets prioritaires réalisés

La mise en œuvre de la stratégie suisse en matière de cyberadministration est en bonne voie. Le comité de pilotage a ainsi pu déclarer comme réalisés 2 nouveaux projets de cyberadministration:

- **Exécution des formalités de douane (importation, exportation et transit)**  
Administration fédérale des douanes (AFD)  
Les déclarations en douane doivent s'effectuer par voie informatique pour tous les genres de trafic vers toutes les destinations.

[Administration fédérale des douanes](#)

- **Services visant à permettre le traitement des documents électroniques**  
Office fédéral de la justice (OFJ)  
Open eGov - plateforme d'informations et d'échange pour les solutions de cyberadministration.

[Open eGov](#)



## 3 nouveaux projets dans le catalogue

3 nouveaux projets ont été ajoutés au catalogue des projets prioritaires:

- **Suisse ePolice**  
Harmonisation de l'informatique policière  
Projet d'harmonisation des infrastructures informatiques des corps de police.
- **Carte nationale de la cyberadministration suisse**  
Unité de pilotage informatique de la Confédération (UPIC)  
Carte géographique fournissant une vue d'ensemble de toutes les prestations en matière de cyberadministration en Suisse
- **Données publiques en libre accès**  
Unité de pilotage informatique de la Confédération (UPIC)  
Création des bases pour les données publiques en libre accès.

[Catalogue des projets prioritaires](#)



## Symposium eGovernment romand, 03 mai 2012, Lausanne

Organisé pour la première fois en Suisse romande, le Symposium eGovernment romand, se tiendra le 03 mai 2012 à Lausanne à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP). L'IDHEAP, le Groupement Romand de l'Informatique (GRI), les cantons de Vaud et du Jura ainsi que l'Unité de pilotage informatique de la Confédération (UPIC) sont les organisateurs de cette première édition. Une palette étoffée de conférences et d'ateliers attend les représentants des collectivités publiques des cantons et des communes ainsi que du secteur privé.

La 6e édition du symposium national aura lieu à Berne le 13 novembre 2012.

[↳ Informations + inscription](#)



## Rapport annuel 2011

Le rapport annuel recense toutes les activités de la Direction opérationnelle de la cyberadministration suisse. Il est consultable en allemand sur le site de la cyberadministration suisse. La version française sera publiée en mai 2012.

[↳ Rapport annuel 2011](#) (disponible en allemand pour le moment)



## Stratégie fédérale pour l'avenir numérique de la Suisse

Le Conseil fédéral a actualisé sa stratégie pour une société de l'information en Suisse. Il souhaite mieux utiliser les chances offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour soutenir la cohésion des régions, renforcer la place économique suisse et maintenir la qualité de vie de la population à un niveau élevé. Le Conseil fédéral y définit ses objectifs et les champs d'action futurs pour sa mise en œuvre future: dans les domaines de la cyberdémocratie et de la cyberadministration elle s'engage pour que, à moyen et à long terme, les procédures formalisées de participation soient disponibles électroniquement à tous les échelons fédéraux et que les citoyens puissent exercer leurs droits politiques également par voie électronique. Elle œuvre pour une application conséquente de la loi sur la transparence et pour un accès simplifié et convivial aux données et aux documents officiels de l'administration fédérale.

[↳ Stratégie du Conseil fédéral pour une société de l'information en Suisse](#)



## Les brèves...

### Etude sur les systèmes de vote électronique vérifiables

En 2011, la Chancellerie fédérale a chargé la Haute école spécialisée bernoise (HESB) de réaliser une étude sur les systèmes de vote électronique vérifiables. C'est chose faite et la Chancellerie fédérale a publié ladite étude le 10 avril dernier. De part le contexte général actuel, les propositions de la HESB ne se prêtent qu'à une mise en œuvre à long terme, ce qui n'empêche toutefois pas de les intégrer dès maintenant aux travaux courants de perfectionnement du vote électronique.

[↳ Communiqué de presse](#)

### Faciliter l'utilisation de la signature électronique; Ouverture d'une consultation sur une révision de la loi

Le Conseil fédéral veut simplifier l'usage de la signature électronique pour les personnes morales et les autorités, conformément aux vœux du secteur privé et de l'administration. Il a envoyé, le 28 mars 2012, en consultation une version modernisée de la loi sur la signature électronique.

[↳ Communiqué de presse](#)

### Facturation électronique pour les fournisseurs de l'administration fédérale

Le Conseil national a adopté la motion "Facturation électronique pour les fournisseurs de l'administration fédérale" lors de sa session le 14 mars 2012. Ladite motion déposée en avril 2009 par le Conseiller national Ruedi Noser, demande que le Conseil fédéral soit chargé d'élaborer les bases légales et les mesures techniques et

organisationnelles nécessaires afin que le traitement des facturations entre l'administration fédérale et ses fournisseurs ne se fasse plus que par voie électronique à partir de 2012. Le Conseil fédéral avait annoncé le 19 août 2009 qu'il était disposé à prendre les mesures requises en mentionnant toutefois qu'un délai transitoire plus long était nécessaire pour remplacer complètement la facturation conventionnelle. La motion a été transmise avec ce changement au Conseil fédéral.

 [Motion](#)



## Agenda

- [eGov Fokus 1/2012: Mobile Government](#), 27.04.2012, Berne
- [Symposium national eGovernment](#), 03.05.2012, Lausanne
- [6. Nationales eGovernment-Symposium](#), 13.11.2012, Berne



### Direction opérationnelle E-Government Suisse

Unité de stratégie informatique de la Confédération (USIC), Friedheimweg 14, CH-3003 Berne  
[info@egovernment.ch](mailto:info@egovernment.ch), [www.egovernment.ch](http://www.egovernment.ch), Tél. +41 (0)31 324 79 21, Fax. +41 (0)31 322 45 66

© Copyright E-Government Schweiz

